

Pour faire céder le gouvernement, grève générale de tous les hôpitaux !

Commencée le 18 mars, la grève des services d'urgences n'a pas cessé de s'étendre malgré les mesures de rétorsion, les manœuvres et les réponses dilatoires du gouvernement.

Les personnels des urgences n'en peuvent plus. Ils demandent les postes nécessaires, estimés à 10 000 postes, l'augmentation immédiate du budget des hôpitaux et des EHPAD de 5%, l'augmentation immédiate des salaires des infirmiers et aides-soignants de 300 € net et l'augmentation immédiate des primes et indemnités des médecins urgentistes.

Le 12 juin, plus de 100 services d'urgence étaient en grève alors que le gouvernement faisait réquisitionner chez eux par la gendarmerie des travailleurs en arrêt maladie ! La ministre de la Santé Buzyn annonçait que la prime sécurité serait portée à 100 € nets et versée désormais à tous les personnels des urgences, hors médecins, à partir du 1^{er} juillet. Elle indiquait qu'une enveloppe de 15 millions serait disponible « *afin de permettre aux services d'urgence en tension de renforcer leurs effectifs paramédicaux durant la période estivale et de maintenir ainsi un maximum de lits ouverts* ».

En réalité, pendant tout l'été, les services d'urgence ont fonctionné dans des conditions encore plus difficiles !

Les soignants des urgences n'acceptent pas. La grève continue de s'étendre pendant tout l'été.

Le 10 septembre, 250 services d'urgence sont en grève, les médecins urgentistes rejoignent le mouvement.

Le 9 septembre, la ministre annonçait un plan de 750 millions d'euros sur 3 ans, la création d'un service d'accès aux soins, après d'autres mesures

gadget comme la vidéo-assistance entre EHPAD et SAMU, etc.

Pas un lit supplémentaire, pas un poste supplémentaire, pas une seule augmentation ! Les 750 millions annoncés ne sont pas des crédits en plus, mais le redéploiement de crédits existants ! Comment faire céder la ministre Buzyn et le gouvernement Macron-Philippe ?

La ministre annonce de nouvelles concertations pour mieux faire accepter ses plans :

Aucun représentant syndical, aucune concertation sur les plans du gouvernement !

Le gouvernement espère que la détermination des travailleurs des urgences finira par s'effiloche dans la durée. Il ne craint nullement les journées d'action sans perspective qu'organisent périodiquement les directions syndicales qui ne font qu'épuiser la combativité des personnels.

Les personnels des urgences sont en grève pour leurs revendications, mais les travailleurs des autres services hospitaliers ne

sont guère mieux traités.

C'est tous ensemble qu'il faut se dresser contre le gouvernement !

Grève générale de tous les hôpitaux !

Assemblées générales dans tous les hôpitaux !

Les personnels doivent contrôler leur mouvement : comités de grève élus !

Face au gouvernement, coordination nationale des comités de grève, comité national de grève !

10 septembre 2019

